

Les Balkans : nouvelles ouvertures dans la région

Par Frank J. Yacenda

Aujourd'hui, après une décennie qui a vu l'ex-Yougoslavie se désintégrer puis se déchirer et ou le reste de l'Europe du Sud-Est est passé d'une forme de stabilité communiste à un chaos à trois dimensions, une page semble se tourner.

De nouveaux signes porteurs d'espoir et plusieurs initiatives innovatrices apparaissent tels des brins d'herbe au printemps, poussant timidement le long des montagnes rocailleuses et des vallées de cette région du globe si longtemps en proie aux divisions. Bien qu'un observateur neutre se doive de reconnaître que tous les obstacles, les divisions et les embûches n'ont pas disparu de l'horizon, les nouvelles prometteuses commencent à dépasser en nombre les héritages négatifs et des opportunités concrètes apparaissent à travers le Sud-Est de l'Europe.

Ces changements positifs se sont faits en partie lorsque la communauté des nations a réalisé, au sens large, que tous les

efforts possibles et raisonnables devaient être faits pour empêcher un retour aux guerres des Balkans des années 90 (sans parler de celles qui les ont précédées dans toutes les époques précédentes). Cette prise de conscience et cette détermination sont clairement les facteurs qui ont amené l'Europe, les États-Unis et les diverses organisations internationales présentes dans la région à intercéder avec tant de force dans le différend civil le plus récent dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine et à éviter son explosion. Une décennie de conflits ethniques et civils débouchant sur des combats sanglants a peut-être vraiment servi de leçon à certains, puisque la communauté internationale maîtrisait nettement mieux la situation que lorsque la Slovénie et la Croatie avait commencé leur marche vers une indépendance auto-proclamée, suivie de la débâcle bosniaque. Il faut néanmoins féliciter le pays lui-même car si les Macédoniens, que ce soit les Slaves ethniques ou les Albanais, n'avaient pas fait montre d'une volonté d'accepter les compromis politiques, la poudrière des Balkans aurait pu encore une fois exploser et le coût de cet événement aurait été très élevé. Mais la privatisation, bien que suscitant des divisions, est une question nationale très importante, comme c'est le cas dans toute la région, et des progrès significatifs se réalisent dans ce domaine. De tels signes d'espoir, pour chétifs qu'ils soient, sont aussi visibles dans les politiques et les économies d'autres pays de la région.

Les restes de l'ancienne Yougoslavie, rebaptisés Serbie-et-Monténégro, débarrassés de leur ancien dictateur, mais se débattant toujours avec sa succession, se sont installés dans une coexistence difficile. Toutefois, ils ont décidé que s'ils devaient suivre des chemins séparés, cette décision se prendrait dans les isolements et non pas dans les bunkers.

La Slovénie bien que réticente à être associée ne serait-ce qu'avec le nom « Balkans », tentée par les perspectives jumelles d'une prospérité accrue et, à plus court terme, d'un statut de membre de l'Union européenne, a plus ou moins résolument suivi un chemin menant vers l'Ouest.

Après des débuts chaotiques, la Croatie s'adapte aux principes

du marché libre et s'attend à être du côté des pays respectables à la table des nations. Entre temps, le tourisme sur la côte de Dalmatie est redevenu une réalité.

La Roumanie, le géant endormi de la région, vient de connaître une croissance économique positive après une décennie qui avait vu sa croissance diminuer comme une peau de chagrin.

Un nouvel optimiste est de mise et une volonté apparente de régler de vieux problèmes internes, y compris dans les domaines explosifs que sont les relations ethniques et les droits de l'homme, domaines longtemps étouffés sous Ceausescu, suscitée par la perspective plus éloignée d'une entrée dans l'Union européenne a fait son apparition.

La Bulgarie, toujours en proie à des problèmes de crime organisé (pas inconnus dans la région) a réussi en créant, il y a sept ans un conseil monétaire, à stabiliser son économie.

Elle jouit aussi d'une infrastructure correcte, capable de répondre aux besoins aussi bien de l'industrie lourde que du tourisme.

Même l'Albanie, autrefois considérée comme la « folle » de la région, a connu une métamorphose qu'on ne peut que qualifier de stupéfiante. Le secteur du bâtiment est en pleine expansion et, dans le centre de Tirana, les immeubles poussent comme des champignons, les parcs ont réapparu et remplacé les kiosques voyants et illégaux du début de l'ère post-communiste. Quant au processus politique, bien qu'embourbé dans des désaccords entre factions, il n'a plus, depuis plusieurs années, connu de cataclysme comme ceux des années 90. Il flotte dans l'air un optimisme neuf qui donne aux autochtones comme aux visiteurs de nouvelles raisons d'espérer.

Malgré tout, certains problèmes refusent de disparaître : le plus évident est celui de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre. Ces deux contrées, elles-mêmes balkanisées par les accords de paix de Dayton en deux régions distinctes reflétant les divisions ethniques et religieuses qui ont plongé le pays dans un cauchemar, souffrent toujours des effets d'une criminalité organisée galopante, de corruption et d'inefficacité généralisée. Tout aussi remarquable est cette autre victime des combats

sanglants de l'intolérance ethnique, le Kosovo, province serbe administrée par les Nations unies. Là, la population de la majorité albanaise obtient de plus en plus le droit de s'autogouverner, alors que les profondes divisions avec la minorité serbe sont toujours d'actualité. Entre temps, quatre ans après son arrivée dans la région et après avoir dépensé des milliards d'euros, l'ONU semble incapable de restaurer l'eau courante ou l'électricité d'une façon régulière.

Et pourtant, à travers la plupart de l'Europe du Sud-Est, la situation s'améliore, encouragée en partie par toute une série d'initiatives régionales désignées par une véritable forêt d'initiales comme les SPSEE, SECI, SELDI, SDISEE (le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, l'Initiative de coopération de l'Europe du Sud-Est, l'Initiative de développement légal de l'Europe du Sud-Est, l'Initiative de développement social pour l'Europe du Sud-Est) et d'autres institutions encore, dans le domaine financier, comme les EBRD, EIB, BSTDB, SEEF, OPIC, TDA (Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque européenne d'investissement, Banque de développement et de commerce de la mer Noire, Fonds d'actions de l'Europe du Sud-Est, ainsi que deux organismes américains : Overseas Private Investment Corporation - Corporation pour l'investissement privé à l'étranger et Trade Development Agency - Agence de développement du commerce), et bien d'autres.

Comme l'équipage d'un bateau jetant le contenu du navire à la mer pour essayer de sauver l'un des marins, les organisations internationales semblent toutes anxieuses de ne laisser passer aucune occasion qui pourrait permettre à ces pays de redevenir ce qu'ils étaient. Même si les fonds ne sont pas à la hauteur de leur ferveur, ou si les verbes « retarder » ou « repousser » semblent être les plus utilisés de la région, ces initiatives ont un résultat concret : au lieu de s'affronter, les capitales de la région communiquent. Elles essaient de construire un futur meilleur ensemble, plutôt que de repartir dans des conflits perpétuels. En soit, c'est plutôt bon signe. Les effets de tout ceci pour les entreprises sont prometteurs et

porteurs d'avertissements. Une compagnie occidentale cherchant un investissement sans risque ferait mieux de ne pas s'aventurer en Europe du Sud-Est. Heureusement, les plus audacieuses de ses congénères peuvent y trouver de nouvelles opportunités, des marchés à fort potentiel et l'occasion de faire des bénéfices dans des domaines aussi divers que les télécommunications, la production, les technologies de l'information, les mines, le tourisme, la pharmacie, l'agriculture, les assurances, le pétrole, l'aviation, les médias, la construction et la santé.

Comme dans de nombreux marchés en émergence, ou même dans les marchés plus développés, les compagnies étrangères peinent à avancer en l'absence d'un partenaire local puissant. Ces associés doivent faire l'objet d'une sélection draconienne puis d'un suivi rigoureux et d'une attention sans faille. On ne compte plus les coopérations qui ont périclité pour cause de mensonge ou, ce qui est aussi répandu, d'inaction. Au vu de la faiblesse générale des structures légales ou juridiques, sans oublier la corruption présente dans de nombreux pays de la région, les précautions sont essentielles.

Ceci dit, de nombreux progrès récents, y compris une amélioration des infrastructures bancaires et financières, rendent la région très intéressante à explorer. Après tout, celle-ci compte 56 millions d'habitants, forme un pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, et représente un marché dont le potentiel ne peut qu'aller croissant.

Dans ces pays de l'Europe du Sud-Est, dont la situation a suscité tant de sarcasmes, il semble évident que les intérêts commerciaux pourraient devenir un rempart contre un retour vers le chaos qu'a été leur passé.

Biographie express

Frank J. Yacenda

En tant qu'ancien
diplomate
américain, il a

Bibliographie générale sur les Balkans

- Désespoir

rempli les fonctions d'attaché économique et commercial à Tirana, en Albanie, au milieu des années 90. Depuis son départ du corps diplomatique en 1999, il a pris part à diverses entreprises commerciales dans toute l'Europe du Sud-Est. Il est également actuellement professeur à l'université de New York/Tirana.

Les

Balkans

- Albanie
- Bosnie-Herzégovine
- Bulgarie
- Croatie
- Kosovo
- Macédoine
- Moldavie
- Roumanie
- Serbie-et-Monténégro
- Slovénie

- Desespoirs de paix, de Thomas Hofnung, Atlantica, 2001
- Le retour des Balkans, 1991-2001, Autrement, 2002
- Vie et mort de la Yougoslavie, de Paul Garde, Fayard, 2000

Sur Internet

www.balkans.eu.org

(Courrier des Balkans)